

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

# L'Algérie à la traîne

*Il faudra sans doute plusieurs années pour que l'Algérie puisse mettre en place une politique basée sur l'intelligence économique. Des résistances existent au plus haut niveau. Des cadres de l'Etat ne comprennent toujours pas comment un système d'information transparent peut venir en aide à l'économie nationale.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le constat est fait aussi bien par des experts neutres que par des personnes de l'intérieur même du système. Le directeur général de l'intelligence économique des études et de la prospective au niveau du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements reconnaît lui-même

que pour introduire des notions liées à l'intelligence économique, «il faut convaincre». En dépit de ces contraintes, son département mise sur l'installation d'un centre de statistiques qui regroupera des informations fiables sur l'économie nationale en 2010 grâce à un financement que la loi de finances de la même année

devrait prévoir.

Le département de Temmar compte également venir en aide aux entreprises qui s'inscrivent dans cette logique tandis que des conventions vont être signées avec des universités pour mettre en place des formations en post-graduation dédiées à l'intelligence économique. Les participants à la journée d'information sur l'intelligence économique et la veille stratégique en direction des cadres des institutions, organisée au niveau de l'Algex, ont écouté l'intervention du docteur

Kendel, enseignante et consultante, qui a fait un état des lieux des forces et des faiblesses du système national. Elle estime que «le concept d'intelligence économique étant récent en Algérie, sa mise en place va être confrontée à de nombreux obstacles». Elle énumère le manque de formation puisqu'il «n'existe pas encore en Algérie de référentiel de formation en intelligence économique», la faible maîtrise des flux d'information économique, l'absence de pôles technologiques, la non-généralisa-

tion de l'activité veille dans les PME et la migration des compétences vers l'étranger. Cette situation expose, selon l'oratrice, l'économie nationale à de sérieuses menaces, comme le risque d'écrasement de la production nationale par les importations et la confusion entre intelligence économique et simple collecte documentaire. Le docteur Kendel avertit, en effet, qu'«étant en phase d'initiation à l'intelligence économique, l'Algérie devrait veiller à éviter de tomber dans le piège et chercher à maîtriser les fon-

dements stratégiques de l'intelligence économique, les méthodes d'analyse de l'information disponibles et de pouvoir distinguer l'information fiable et pertinente de celle qui est diffusée à des fins contre intelligence».

Que faut-il faire alors ? Elle recommande de «renforcer le rôle de l'Etat en matière d'appui et de diffusion de sa politique d'intelligence, de sensibiliser les acteurs concernés et de renforcer la formation des compétences en intelligence économique».

N. I.

ILS DEVRONT STABILISER LES PRIX

## Mise en place de 12 nouveaux marchés de gros de poisson

*Le ratio annuel de consommation individuelle de poisson est passé de 3,2 kilos en 2000 à 5,1 en 2005 alors que le ratio décrété par l'OMS est de 6,2. Le citoyen algérien est loin de cette norme. Dans le but de réorganiser le marché national du poisson et des ressources halieutiques, 12 halles à marée seront implantés au niveau de tous les grands ports de pêche du pays.*

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Son prix excessif, qui oscille entre 170 et 250 dinars le kilo, fait que le poisson, produit essentiel pour préserver une bonne santé, est devenu hors de portée des bourses moyennes. Profitant d'un marché privé et ouvert à tous, les spéculateurs font ainsi la pluie et le beau temps.

Dans le but d'organiser le circuit de commercialisation du marché de gros du poisson, douze halles à marée, c'est-à-dire des marchés de gros de poisson, seront installés sur les différents ports du pays. C'est ce qu'a annoncé hier le directeur de la Chambre nationale de la pêche, Toufik Rahmani, sur les ondes de la radio El-Bahdja.

Trois sont en cours de réalisation dans la wilaya de Jijel, Mostaganem et dans la ville de Zemmouri. Les autres suivront au cours du

programme quinquennal 2009- 2014. Ces espaces de vente en gros devraient

répondre «aux standards internationaux puisque le stockage et l'exploitation des poissons dans ces halles à marée seront conformes aux normes en vigueur grâce à la mise en place d'équipements modernes qui vont permettre de proposer des produits de qualité et frais», a

affirmé M. Rahmani.

Ce dernier a précisé que le but de ce projet est de réorganiser et de réguler l'exploitation nationale du poisson et des ressources halieutiques.

Ainsi les prix seront affichés sur des tableaux électroniques avec la quantité de poissons pêchée et ven-

due. Le vendeur quittera ensuite le port avec une facture. Ce nouveau moyen de distribution devrait, selon l'intervenant, stabiliser les prix trop élevés de ce produit.

Concernant les perspectives du secteur, il est prévu d'atteindre une production halieutique de 221 000

tonnes annuellement et une production aquatique de 23 000 tonnes.

Par ailleurs, le secteur de la pêche semble impuissant face au fléau de la pollution de l'environnement marin. Aussi un appel à plus de rigueur dans les mesures de contrôle est lancé.

S. A.

POUR LA RÉALISATIONS DE SES DEUX PROJETS DE RAFFINERIE

## Sonatrach sélectionne 12 entreprises

*Douze entreprises spécialisées en engineering ont été retenues hier par la Sonatrach pour la réalisation des projets et de réhabilitation de deux raffineries à Tiaret et Alger.*

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Le premier projet concerne la conduite des études Feed permettant de figer l'étendue des travaux, l'estimation du montant de l'investissement et l'élaboration du cahier des charges pour lancer la réalisation en EPC de la nouvelle raffinerie de Tiaret. Pour ce projet, quatre entreprises ont été retenues par la commission technique.

Les offres techniques retenues pour la poursuite du processus d'appel d'offres (évaluation et alignement techniques) sont celles des

entreprises suivantes : Technip, Sinopec, CB&I et Lummus Arabie saoudite Et Saipem.

Par ailleurs, la commission d'ouverture des plis a sélectionné 8 entreprises soumissionnaires sur un total de 11 pour la réalisation en EPC du projet relatif à la réhabilitation de l'adaptation des installations de la raffinerie d'Alger. Il s'agit, entre autres, de l'augmentation des capacités de raffinage. Celle-ci dont la production annuelle est de 2,7 mil-

lions de tonnes verra ses capacités augmenter à hauteur de 35% l'unité de distillation atmosphérique et de Gas Plant. Les offres retenues sont pour la majorité asiatiques avec respectivement l'entreprise japonaise JGC et la chinoise Sinopec. La République coréenne présente en force avec Hyundai Engineering, Samsung Engineering et GS Engineering and Constructing.

Deux entreprises européennes ont également été retenues :

Tecnicas Reunidas d'Espagne, Saipem/Snalm Progetti d'Italie et Technip de France.

Et enfin le consortium Shaw Group et CB&I (USA). Quant au coût de réalisation, un des responsables de la sonatrach avance le chiffre de «un milliard de dollars pour la raffinerie d'Alger et 6 milliards de dollars pour celle de Tiaret, au minimum». Mais ces estimations restent approximatives.

W. Z.

AFFAIRE DE LA COKERIE D'EL-HADJAR

## L'inquiétude des charbonniers définitivement dissipée

*L'inquiétude manifestée ces derniers jours par les travailleurs de la cokerie du complexe sidérurgique d'El-Hadjar quant à une fermeture de leur unité n'a plus sa raison d'être. Elle semble se dissiper, à la lecture d'un communiqué signé conjointement par la direction générale et le partenaire social de l'entreprise du groupe AcelorMittal.*

L'accord intervient après une réunion marathon qui a duré près de 24 heures et au cours de laquelle les représentants des travailleurs ont exigé la réhabilitation de la totalité de la cokerie et le maintien de la totalité de son effectif sur le lieu de travail. Le procès-verbal sanctionnant cet accord, dont une copie a été adressée à la rédaction du *Soir d'Algérie* de Annaba, indique clairement qu'une «priorité est

accordée par la direction générale à la réhabilitation», bien réhabilitation et non fermeture, comme craint par les travailleurs de la cokerie.

Cette réhabilitation se fera «en fonction des résultats de l'expertise qui devrait aboutir fin novembre prochain», toujours selon les termes du communiqué.

Dans l'attente de l'échéance d'expertise, un comité de suivi, regroupant les deux par-

ties, verra le jour dans le but de donner une information fiable sur le dossier et suivre son évolution.

Le personnel de cette unité est, par ailleurs, assuré de la poursuite de son activité sur place avec redistribution des tâches au sein même de cette unité en fonction des besoins.

La Centrale syndicale ainsi que les pouvoirs publics seront informés de l'évolution du dossier par l'intermédiaire du partenaire social qui dépêchera, à cet effet, une délégation à Alger, nous fera savoir le secrétaire général du syndicat, Smaïl Kouadria.

Une concertation à chaque fois que la

nécessité l'exige, a été décidée par les deux parties.

Dans cet ordre d'idées, la prochaine rencontre est déjà fixée pour le 9 décembre prochain, afin d'évaluer le rapport d'expertise qu'auront remis à la fin novembre les spécialistes étrangers dont des Russes, appelés au chevet de cette cokerie ayant atteint la limite d'âge fixée pour ce genre d'unité.

Par cet accord, les craintes des travailleurs de la cokerie pour leur avenir professionnel, ayant donné lieu à un mouvement de protestation, seront, à ne point douter, définitivement levées, estime-t-on.

A. Bouacha

SANTÉ

## Trois nouveaux cas de grippe porcine en Algérie

Avec trois nouveaux cas de grippe A/H1N1 confirmés par les services du laboratoire de référence de la grippe de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) durant les 19 premiers jours du mois d'octobre, la situation épidémiologique en Algérie reste stable, avec un total cumulé de 51 cas de grippe A/H 1N1 enregistrés jusqu'au 19 octobre 2009. Les trois cas enregistrés en octobre concernent deux jeunes âgés de 25 ans (résidant à Alger) et de 20 ans (résidant à Constantine) revenus respectivement des Etats-Unis d'Amérique et de Jordanie, ainsi qu'un homme âgé de 57 ans revenu de Paris (France) via Bruxelles (Belgique) et résidant à Alger.

Le profil épidémiologique de la grippe A/H1N1 en Algérie se caractérise par :

- un tableau clinique majoritairement bénin,
- une absence de décès,
- une moyenne d'âge de 23 ans avec des extrêmes (14 mois à 60 ans),
- des cas importés principalement d'Espagne, des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Arabie saoudite.